

En ROUTE pour la METAMORPHOSE



EXPÉRIENCES MUNICIPALISTES EN EUROPE UNE AUTRE FAÇON DE FAIRE DE LA POLITIQUE POUR MIEUX RÉPONDRE AUX ENJEUX DU MOMENT ?

Un peu partout en Europe des habitant-es s'engagent en politique, se réapproprient la politique locale pour retrouver du pouvoir sur leur ville et leur vie. La Fondation Danielle Mitterrand s'est récemment rapprochée du Réseau municipaliste européen, l'EMN (European Municipalist Network) afin de comprendre comment le municipalisme se diffuse et se décline sur le continent, et de contribuer à tisser des liens entre les initiatives pour qu'elles se renforcent et s'articulent entre elles.

Dans cette perspective, nous vous proposons de rencontrer deux jeunes femmes municipalistes qui agissent au quotidien à Belgrade en Serbie et à Trieste en Italie pour construire des pouvoirs populaires capables d'offrir des alternatives et de résister aux attaques néolibérales et réactionnaires des pouvoirs en place de leurs pays. **Natalija Simonič** est l'une des fondatrices du mouvement Ne Davimo Beograd, [Ne laisse pas tomber Belgrade], qui est passé, en l'espace de cinq années, d'un mouvement punk à un parti structuré jouant maintenant à l'échelle nationale. **Giulia Massolino** a créé avec d'autres Adesso Trieste, [Maintenant Trieste], mouvement qui a obtenu des sièges aux conseils municipal et régional, et qui se bat au quotidien contre la gentrification et le traitement indigne des personnes migrantes arrivées des Balkans.



Natalija, Giulia, vous étiez toutes les deux présentes à la naissance de vos mouvements respectifs, pouvez-vous nous raconter de quoi ils sont nés ?

Natalija : *Ne Davimo Beograd* est né pour lutter contre le projet «Belgrade Waterfront» : un projet de pillage urbanistique, d'accaparement et de destruction de communs urbains. Ce projet immobilier, initié en 2015 par le gouvernement serbe avec l'appui d'une entreprise des Emirats arabes unis, prévoyait la construction du plus grand centre commercial et de la plus grande tour d'Europe.

Pour ça, il fallait détruire une grande partie du centre de Belgrade dont l'amphithéâtre proche de la rivière Sava, avec des impacts terribles sur l'environnement. Le tout sans aucune consultation préalable des habitant-es. C'est un exemple emblématique des politiques de développement urbain à Belgrade et en Serbie.

Notre objectif était alors de rétablir notre droit à la ville en tant que citoyen-nes. Au début, il s'agissait d'un mouvement de protestation très informel. Pendant deux ans, nous avons organisé de grandes manifestations rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes,

ainsi que des actions de désobéissance civile. Nous avons également sensibilisé les citoyen·nes et utilisé tous les mécanismes institutionnels possibles pour mettre fin à ce projet titanesque. En 2018, on s'est dit qu'on avait épuisé tous les moyens de contestation du projet : nous avons décidé de nous présenter aux élections municipales.



Manifestations contre le projet immobilier titanesque de "Belgrade Waterfront"

Giulia : En 2019, à l'occasion de l'anniversaire de la construction du port de la ville, on a commencé par mobiliser les gens pour imaginer le futur de Trieste. Cette célébration, nous a permis de créer de nouveaux récits et de proposer un nouvel imaginaire pour la ville : au lieu d'une vieille dame tournée vers son passé, nous l'avons représentée par une jeune fille dont le futur est à écrire. Il faut dire que le maire actuel, Roberto Dipiazza, de droite, est au milieu de son 4e mandat, ça fait 18 ans qu'il est au pouvoir et incarne bien cette «vieille garde politique». Au contraire, nous sommes plutôt un mouvement jeune. C'est pour ça que notre logo représente un bâton de relai comme symbole d'un pacte, d'une passation entre générations.

Vos mouvements se définissent comme municipalistes : quelles sont vos inspirations ? Est-ce que le municipalisme est un concept commun dans vos pays ? Est-ce que vous utilisez le terme, si oui comment ? Comment est-ce que ça se traduit dans vos pratiques, dans votre fonctionnement ?

Natalija : Nous sommes très inspiré·es par l'expérience de Barcelona en Comú de 2015, celle de Zagreb en Croatie, et les rencontres Fearless Cities. Nous essayons de nous inspirer les uns les autres.

Nous avons à plusieurs reprises utilisé le terme «municipalisme» dans nos communications, mais nous avons évolué vers des mots plus tangibles comme «organisation locale» ou «organisation par le bas». Notamment parce qu'en Serbie, le mot n'évoque pas grand-chose, mais les idées, elles, oui. Si nous n'utilisons plus forcément le mot, nous le mettons en pratique dans notre manière de nous organiser, dans les idées qu'on porte.

Nous sommes notamment structurés autour de principes fédéraliste, municipalistes, avec des branches locales très autonomes qui ont leur propre direction, qui choisissent collectivement leur propre mode d'organisation, leur programme d'actions selon les besoins des habitant·es.

Par ailleurs, au sein du parti, nous avons créé « le Front autonome des femmes » autour de deux grands objectifs. Le premier : intégrer une perspective féministe dans toutes les propositions de nos programmes. Le second - on tâtonne encore un peu sur ce point : assurer une présence et une visibilité des femmes dans tous les espaces d'influence et de prise de décision. Nous essayons de créer les conditions permettant aux femmes de sentir qu'elles sont légitimes, qu'elles ont les compétences nécessaires pour être leaders, candidates aux élections locales et nationales.



Les membres de l'équipe de Ne Davimo Beograd

Nous voulons que les femmes puissent transformer les règles pour elles-mêmes évidemment, mais également pour tout le monde. Ainsi, dans tout le parti, il y a un nombre de places obligatoires réservées aux femmes, notamment pour les coprésidences où il y doit y avoir au moins une femme.

Giulia : Depuis ses débuts, notre mouvement se définit comme municipaliste. Le mot apparaît par exemple dans nos communiqués de presse. Mais le concept n'est pas très connu en Italie, donc les journalistes préfèrent parler de « mouvement citoyen ». Nous nous sommes également inspirés de *Barcelona en Comú* et de l'initiative de Zagreb*.

Notre traduction du municipalisme c'est la participation et une organisation interne très horizontale. Dès le début du mouvement, nous avons créés cinq assemblées thématiques: 1) «environnement», 2) «économie», 3) «participation», 4) «culture» et 5) «social». C'est dans ces assemblées que s'est élaboré le programme de l'élection de 2021.

Il y avait aussi sept assemblées de quartiers en parallèle des conseils de quartiers institutionnels existants. Aujourd'hui, ces assemblées thématiques continuent de vivre, de façon inégale, mais elles sont toujours là. On y vote un programme pour l'année prochaine, on y définit les priorités, on soutient les personnes élues, on écrit des textes institutionnels ou des communiqués de presse. Notre structuration permet des interactions fréquentes entre les élu-es et les coordinateur-ices d'assemblées qui leur font remonter les sollicitations des habitant-es.

Si notre objectif était de créer des assemblées de quartiers, elles étaient notamment supposées permettre aux habitant-es des différents quartiers de faire remonter les problèmes spécifiques auxquels ils et elles étaient confronté-es que ce soient les enjeux de gentrification observés dans les quartiers du centre ou ceux liés à la sécurité dans d'autres. Cette organisation est encore en chantier et s'oriente vers le soutien aux comités locaux, car c'est plus facile de mobiliser les gens sur des sujets précis.

Quels ont été les résultats électoraux de Adesso Trieste et de NDB ? Et quelle était votre place dans ces élections ?

Natalija : Nous nous sommes présenté-es aux élections municipales de Belgrade pour la première fois en 2018. On ne s'est pas contenté de parler de notre opposition au projet Water Front, nous avons commencé à porter une vision alternative de la ville, construite par les habitant-es des quartiers concernés. Nous étions donc une plateforme féministe, écologiste et de gauche axée sur la participation et la décentralisation, avec la volonté que les habitant-es puissent gérer les problèmes par eux-mêmes.

En 2018, nous n'avons pas réussi à entrer dans les institutions. Nous n'avions quasiment aucune ressource, nous étions complètement novices en politique, on y est allé-es avec le cœur ! Il nous a manqué peu pour mettre un pied dans les institutions : on a fait 3,44 %, le seuil était à 5 %. Après une année de structuration du mouvement et de travail intensif sur notre candidature, nous nous sommes présenté-es aux élections municipales de 2022 où nous avons atteint presque 11 % à Belgrade. Nous faisons partie d'une grande coalition «verte», que je qualifierais de «gauche» et ensemble nous avons obtenu 13 sièges à l'Assemblée nationale (dont 5 NDB) et 13 sièges à l'Assemblée municipale de la ville (dont 10 pour le NDB).

Giulia : Après la fondation du mouvement *Trieste Adesso* en 2020, nous nous sommes présenté-es aux élections municipales du printemps 2021. Avec la crise sanitaire, les élections ont été reportées de quelques mois, ce qui nous a donné plus de temps pour préparer la campagne.

Nous avons élu 17 personnes : 3 au conseil municipal et 14 au sein des assemblées de quartiers. Nous avons recueilli 6 % des voix. J'étais l'une des têtes de liste, et avant ça, l'une des premières porte-parole du mouvement. Un an après, lors des élections régionales, on s'est présenté avec le parti autonomiste de la région, *Patto per l'Autonomia*. A ce moment-là, j'ai été élue et j'ai mis fin à mon mandat à la ville pour intégrer le conseil régional.

Comment votre mouvement a-t-il évolué ces dernières années ? Quelles sont vos grandes préoccupations du moment, comment préparez-vous l'avenir de vos mouvements ?

Natalija : Après l'élection municipale de 2018, nous avons eu besoin de nous rassembler, de nous réorganiser, structurer nos priorités et d'être un peu plus sérieux. **Nous étions un mouvement très informel, très activiste, punk même. On s'est rendu compte que ce n'était pas la bonne façon de faire de la politique.** Pendant la crise sanitaire, alors que le monde s'arrêtait, nous avons décidé de nous organiser, nous structurer. Suite à ça, nous avons mené une campagne d'adhésion qui nous a fait grossir de façon exponentielle : nous sommes passé de 200 membres en 2019, à 5 000 membres en 2021. **Toute cette structuration de l'organisation a vraiment aidé la cause.** Et c'est grâce à tout ce travail qu'on a réussi à bien se préparer et obtenir des sièges en 2022 en faisant 11 % des voix.

Avec le temps, nous nous sommes convaincus que **pour exercer une influence ou prendre des décisions, il faut être également présent au niveau national.** C'est comme ça qu'on peut promouvoir des idées municipalistes ou changer les lois pour qu'elles soient plus décentralisées.

Nous avons alors commencé à déployer une certaine énergie pour organiser de nombreuses autres communautés locales en Serbie. Et **en 2021, on a créé une première association de mouvements municipalistes locaux qui s'appelait "le Front des citoyens"**. C'est ce qui a préfiguré "le Front de la gauche verte" qui est le parti national que nous avons créé juillet 2023. Nous avons pris cette décision stratégique de créer un parti national pour avoir une influence décisive sur le pays et parce qu'on s'est aussi rendu compte que c'était compliqué de rester sous une forme informelle.

Le parti que nous avons créé a les statuts les plus complexes du pays parce que municipalistes, avec plus d'organes de décision, d'importants niveaux de participation, du co-leadership, la place des femmes...

A ce jour, cela fait un an que nous traversons une crise politique. Maintenant, nous traversons une crise électorale. En l'espace de 5 ans, nous avons connu 6 élections... Nous attendons les prochaines échéances.

Giulia : La première année le mouvement comptait 300 personnes. Aujourd'hui, on est plutôt 200, avec 40 à 50 personnes actives. **C'est un vrai défi de maintenir une organisation municipaliste sur le temps long.** Notamment après les élections. Pendant les campagnes, il y a tout plein d'énergie. Mais après il y a le travail sur le long cours : chaque jour il y a pleins de sujets sur lesquels il faut réagir, se positionner et cela prend du temps.

On essaie d'autres façons de mobiliser les gens. **On parle souvent dans nos réseaux de l'importance d'être formé politiquement mais il y a un vrai sentiment de fatigue vis-à-vis des écoles politiques traditionnelles, qui sont ennuyantes.** On tente de trouver d'autres formules, notamment avec une « **Ecole de la politique** » **sur le terrain, en marchant**, pour attirer de nouvelles personnes : ce programme va commencer dans la ville de Monfalcone où plus de 30 % de la population est étrangère, principalement du Bangladesh, et subit des discriminations. Le maire interdit notamment aux personnes de pouvoir prier, de faire venir leurs familles et même de jouer au cricket.... On va marcher pendant quatre jours, de là-bas jusqu'en Slovénie pour parler des questions d'accueil, d'immigration et de travail. Ce sera en mai, et ce sera une école politique sans chaise !



Nous travaillons également en vue des prochaines élections municipales de 2027. Nous avons trois ans pour gagner des batailles.

Pendant la campagne de 2021, le marché historique de la ville était menacé par la construction d'un supermarché. Nous avons initié une lutte qui a beaucoup mobilisé, nous avons à cette occasion fait la démonstration d'un processus participatif. C'est un exemple de bataille clé qu'on peut remporter et qui permet des mobilisations populaires. On se positionne aussi sur des sujets chauds dont personne ne parle, comme la question des bateaux de croisière. En réponse à ça, on travaille à un plan tourisme pour 2027.

Je pense que nous devons continuer à tenir des positions radicales, à la fois pour les droits sociaux et pour l'environnement. Comme les transports en commun publics et gratuits par exemple, ce qui est à la fois écologique et social. **Dans notre conception du municipalisme, la participation est une méthode au service de valeurs fortes, il faut qu'on reste sur cette ligne.**

En ce qui concerne le municipalisme à l'échelle italienne, le mouvement n'est pas encore très fort, mais nous avons déjà un manifeste commun aux mouvements locaux. Nous échangeons aussi beaucoup sur nos pratiques, nos idées, les actions qu'on mènent, on compare les politiques publiques, on s'inspire mutuellement. L'enjeu est de trouver des ressources pour vraiment structurer et faire exister ce mouvement à l'échelle du pays.

D'après vos expériences, en quoi le municipalisme est une réponse pertinente au contexte actuel dans vos pays respectifs ? Quel type de réponse tentez-vous d'apporter aux problèmes que vous rencontrez ? A quel point est-ce que ça fonctionne ?

Natalija : En Serbie, le régime est très corrompu : nous n'avons pas d'élections libres ni équitables, nous n'avons pas de presse libre et le pouvoir est très concentré. En mai 2023, la crise politique s'est aggravée avec l'une des plus grandes tragédies auxquelles nous avons été confrontés : il y a eu une fusillade d'enfants dans une école élémentaire dans le centre de Belgrade. S'en sont suivis des meurtres de masses de jeunes dans une ville proche de la capitale.

Face à cette explosion de violence, au lieu d'essayer d'apaiser la situation, de travailler à la réconciliation et donner l'espoir que cela s'arrête, le gouvernement a répondu par une politique de répression, notamment avec plus de police. Or, les gens attendaient autre chose, comme des moyens pour du soutien psychologique par exemple.

D'énormes manifestations se sont organisées avec des centaines de milliers de personnes.



Des manifestations massives ont éclaté en Serbie contre la violence et le gouvernement en place.

Nous avons exigé des élections qui se sont tenues en décembre 2023. Nous avons alors participé à une grande coalition "Serbie contre la violence", allant du centre à la gauche (nous) autour de la volonté de démanteler le système actuel. Nous avons recueilli 35 % des voix, contre 38 % pour le gouvernement sortant.

Pour ces élections, tous les mécanismes d'abus possibles et imaginables ont été utilisés : des pots de vin aux intimidations, en passant par le fait de faire voter des électeurs fictifs. Le truquage de ces élections a entraîné une nouvelle vague, énorme, de contestation populaire. Malgré la contestation, le gouvernement n'a pas reculé, il ne recule jamais ici. Le mieux qu'il puisse vous donner, ce sont des élections qu'à la fin ils truqueront.

30 % à 40 % des gens qui votent pour le gouvernement sont des fonctionnaires littéralement soumis au chantage. Le pouvoir les menace de leur faire perdre leur travail s'ils ne votent pas pour eux. C'est la même chose pour toute une série d'entreprises et d'associations qui bénéficient de financements publics. Je pense qu'il y a encore des personnes qui votent pour soutenir idéologiquement la coalition au pouvoir. Mais pourquoi feraient-ils autrement ? Ils sont omniprésents, ils ont tous les médias et tous les leviers du pouvoir pour faire des campagnes, pour abuser des règles du jeu. C'est ce qui explique en bonne partie la défiance vis-à-vis des politiques professionnels. Les gens ont été trahis par les politiciens.

Notre président, Aleksandar Vučić, était un ministre maudit sous Slobodan Milošević*** : ce sont donc les mêmes personnes et le même paradigme qui sont au pouvoir depuis toutes ces années. Et c'est la même chose du côté de l'opposition et des partis dits «démocratiques».

Notre force, en tant que mouvement municipaliste, est d'être un mouvement de base avec des personnes qui ne sont pas dans les partis de l'establishment, qui ne sont pas corrompues. Plus de 80 % de nos membres n'ont jamais été impliqués dans un parti politique, même dans une organisation. La scène politique serbe avait besoin d'une énergie nouvelle, et je pense que c'est ce que nous apportons. Les gens sont vraiment dans un état d'apathie et ne croient plus en rien. Même si nous sommes toujours dans une bulle à Belgrade, nous sommes plutôt bien perçus par les gens et, au fur et à mesure, nous essayons de pénétrer d'autres bulles, de nous déployer dans d'autres villes et régions du pays.

Le municipalisme rend le pouvoir au peuple et nous en sommes la preuve. **Les gens ont besoin de se rendre compte de leur propre pouvoir, de s'organiser localement, entre voisins, entre pairs, pour pouvoir dire non au chantage,** non à ce système et ne plus se laisser avoir par les campagnes médiatiques à l'œuvre.

Giulia : En Italie, la situation politique est terrible, l'extrême droite est au pouvoir [Nldr avec Giorgia Meloni depuis octobre 2022] et est très puissante. C'est très frustrant et difficile de défendre des droits que nous avons déjà plutôt que d'en gagner de nouveaux. On en ressent les conséquences à chaque échelon. Depuis l'accès au pouvoir de ce gouvernement d'extrême-droite, la répression sévit et la dérive sécuritaire s'accroît, les prisons se remplissent et sont suroccupées. La semaine prochaine, je vais visiter une prison de la région où il y a 139 lits pour 250 prisonniers !

A Trieste, nous avons beaucoup d'enjeux liés à l'immigration et, bien que l'extrême droite ne soit pas très puissante localement ni dans la région, les politiques risquent tout de même de se durcir à cause du contexte politique général. Trieste se situe à la fin de la route des Balkans, à la frontière avec la Slovénie. On voit énormément de migrant-es dormir à la rue, dans des conditions de vie dégradées. Après un an de lutte, nous avons seulement réussi à obtenir l'installation de toilettes à leur disposition. C'est énorme de devoir se battre un an pour obtenir ça ! Malgré nos efforts, nous n'avons toujours pas de solutions d'hébergement.

On voit aussi la démocratie reculer. Que ce soit sur des projets locaux comme le projet de téléphérique à Trieste qui est financé avec des fonds européens*** et qui, malgré une opposition très forte, ne fait l'objet d'aucun débat, d'aucune consultation. Ils commencent aussi à opérer des changements de lois sur les processus électoraux deux mois avant les élections prévues !

Les référendums sont devenus impossibles. Le seuil d'accès au second tour a été réhaussé mais les seuils de participation baissent : un maire peut être élu avec environ 15 % des voix ! On a vraiment un problème de démocratie.



Le problème de mon point de vue, c'est que les gens n'ont plus confiance dans la politique. Après 20 ans de promesses non tenues par les politiciens, c'est difficile de les convaincre que nous sommes différent-es. **Le municipalisme est pertinent parce que cela permet de penser la participation des gens dans la politique, dans les décisions, et dans les politiques publiques.** Du coup, nous travaillons beaucoup avec les mouvements de base qui s'engagent sur des sujets spécifiques comme les jardins, la vie de quartier, des collectifs de citoyen-nes engagé-es contre des projets de démolition. Nous sommes très proches de ces mouvements. **Notre force est de synchroniser des actions à l'intérieur et à l'extérieur des institutions.** C'est comme ça qu'on essaie d'ouvrir les institutions, de les rendre plus perméables. C'est pour cela que le municipalisme est pertinent.

Le réseau municipaliste européen permet de rassembler les initiatives diverses à l'échelle du continent. Quelles sont vos attentes, votre perception vis-à-vis de ce réseau ?

Natalija : Le Réseau Municipaliste Européen, permet de connecter les différents mouvements et expérimentations municipalistes en Europe. La prochaine étape serait sans doute de penser comment créer un mouvement d'application pratique de ce réseau. C'est un espace intéressant, j'espère qu'on va continuer et lui donner du corps.



Giulia : C'est un espace que j'aime beaucoup car on y découvre une vision européenne très forte ! On peut y échanger avec des personnes d'autres pays, découvrir comment elles gèrent certains problèmes, y puiser de nouvelles inspirations, voire participer à certains projets communs à travers, par exemple, des webinaires. Ce sera également important pour nous, d'avoir l'appui du Réseau Municipaliste Européen pour accompagner notre projet d'Ecole des politiques et lui donner plus de force ! ■

* Tomislav Tomašević, membre de l'organisation municipaliste "Zagreb je Naš" remporte la mairie en 2021

***Slobodan Milošević est président de la Serbie de 1989 à 1997, puis de la République fédérale de Yougoslavie de 1997 à 2000. Il a été à la tête d'un régime autoritaire et nationaliste, marqué par des politiques répressives et des conflits ethniques violents.

*** Les fonds du plan national pour la reprise et la résilience (PNRR)

ÉLÉMENTS CHRONOLOGIQUES SUR LES MOUVEMENTS NE DAVIMO BEOGRAD ET ADESSO TRIESTE

■ NE DAVIMO BEOGRAD

2014 Naissance du mouvement *Ne Davimo Beograd* lors de la lutte contre le projet « Waterfront Belgrade »

2018 Participation du mouvement *Ne Davimo Beograd* aux élections municipales de la ville de Belgrade

- 3,44% des votes - 0 sièges

2020 Structuration du mouvement en un parti politique et lancement d'une campagne d'adhésion

→ **5 000 membres en 2021**

2022 Constitution du « Front des citoyens » en Serbie : une coalition de *Ne Davimo Beograd* et d'autres mouvements municipalistes serbes pour les législatives

- 4.7% - 5 sièges

Seconde candidature aux élections municipales

- 11,4% des votes à Belgrade - 10 sièges

2023 ■ En juillet : « *Ne Davimo Beograd* » crée le « Front de la gauche verte » : un parti politique national aux valeurs municipalistes

■ En décembre : participation aux élections législatives au sein d'une nouvelle coalition « Serbie contre la violence »

- 35% des voix

■ ADESSO TRIESTE

2020 Naissance du mouvement *Adesso Trieste* après l'expérimentation menée par le laboratoire de réflexions sur le futur de la ville, initiée à l'occasion de l'anniversaire du port de Trieste.

2021 Participation du mouvement *Adesso Trieste* aux élections municipales - en lien avec le parti *Patto per l'Autonomia*

- 6% des votes - 3 sièges au conseil municipal

→ **300 membres**

2022 Participation aux élections régionales - en lien avec le parti *Patto per l'Autonomia*

- 28,37 % des votes

→ **environ 200 membres en 2023**